

BELGIUM

Rue Deschampsheleerstraat, 24
Bruxelles 1080 Brussel

tél 2 425 03 00
fax 2 425 34 60
tlx 63607 MSF B
ccp-pcr 000-0000060-60



Communiqué de presse - Ex-Yougoslavie

DOUZE AGENCES HUMANITAIRES DEMANDENT AUX NATIONS UNIES DE METTRE FIN AU BLOCUS DE TUZLA

Bruxelles, le 28 juillet 1993. Douze agences internationales d'aide humanitaire travaillant à Tuzla, en Bosnie centrale, lancent un appel pour que des mesures fermes soient prises par les Nations Unies afin de mettre fin au blocus de la région de Tuzla. L'état de siège dans lequel se trouve cette région paralyse entièrement le commerce et empêche l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment de la nourriture, de l'essence, du matériel médical et des abris.

L'hiver approchant, si le blocus se poursuit, les conditions de vie des 700.000 habitants de la région se détérioreront très rapidement. Les agences soulignent que la région de Tuzla serait largement en mesure de se suffire à elle-même si des voies d'accès libres existaient. Faute de quoi, les besoins humanitaires dépasseront de loin les capacités des agences.

Les agences humanitaires insistent particulièrement sur la nécessité d'avoir des routes d'accès sûres, du type "blue routes", permettant le trafic dans la région. Au minimum, les agences demandent l'application des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant sur les zones de sécurité telles que Tuzla, ce qui garantirait le libre accès à l'aide humanitaire.

Les agences ayant signé l'appel sont les suivantes :

Architectes et Ingénieurs du Monde (France), CARE International, Komitee Cap Aramur (Allemagne), Handicap International (France), International Rescue Committee (USA), Médecins Sans Frontières, Norwegian Refugee Council, OXFAM (Grande Bretagne), Scottish European Aid (Grande Bretagne), SwedeAid/Sida (Suède), Solidarité (France), Swiss Disaster Relief.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Docteur Georges Dallemagne au 02/414.03.00.

Ce fax comprend 2 pages

APPEL INTERNATIONAL COMMUN AU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES POUR LA SUPPRESSION DU BLOCUS DE TUZLA

1. Contexte

La région bosniaque de Tuzla est assiégée. Bien que les conflits soient nombreux, la région est le dernier lieu de Bosnie où des personnes de toute origine ethnique continuent de vivre ensemble en paix. Cependant, sans une action immédiate du Conseil de Sécurité des Nations Unies, il est clair que cet îlot de tolérance ne survivra pas. Le blocus du trafic commercial à travers la Bosnie centrale est total, et l'intervention des agences humanitaires internationales est gravement menacée par les manipulations politiques et militaires. La situation à Tuzla atteint un stade désespéré.

2. Problème

Le problème fondamental est la difficulté d'accès en raison de la guerre. Les effets sont les suivants :

a) Pénurie alimentaire

Malgré les efforts soutenus du UNHCR, seulement 60% de l'objectif alimentaire du mois de juin est parvenu à la région de Tuzla, cet objectif ne représentant par ailleurs qu'un tiers de la population. L'absence de nourriture a provoqué deux émeutes ces deux dernières semaines et l'entrepôt du UNHCR a été pillé.

b) Pénurie d'essence

La pénurie de diesel a provoqué une grave crise d'énergie. A moins qu'une quantité suffisante de diesel ne parvienne rapidement à Tuzla, la probabilité que tout le réseau électrique cesse de fonctionner est très forte. L'approvisionnement en eau dépend de l'électricité. Sans eau, cette cité industrielle connaîtra sans doute une vague d'épidémies. La pénurie de diesel touche également la production de blé, augmentant ainsi les besoins futurs d'aide alimentaire.

c) Soins médicaux

Le système de santé manque cruellement de matériel de base, y compris de gaze et d'antibiotiques. L'un des derniers convois acheminant ces articles a été pillé en Bosnie centrale. Le centre médical a été contraint de tout arrêter excepté la chirurgie d'urgence.

d) Abris

Il y a un besoin massif de logements provisoires et permanents pour les 220.000 personnes déplacées dans la région. Les efforts pour résoudre ces problèmes sont sérieusement entravés par le manque de matériaux de construction et de carburant.

3. Mesures à prendre

En tant qu'organisations humanitaires professionnelles, nous sommes confrontées à des problèmes qui dépassent nos capacités. En même temps, nous sommes convaincues que si la région de Tuzla bénéficiait d'une ouverture vers l'extérieur, elle pourrait se suffire à elle-même. Nous lançons donc un appel commun et concerté au Conseil de Sécurité des Nations Unies afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour :

- a) Obliger les parties en conflit à garantir à la région de Tuzla le libre accès vers l'extérieur et de répondre à cette exigence par une voie sûre du type "blue route".
- b) Au minimum, appliquer les résolutions 824 et 836 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui déclarent Tuzla zone de sécurité. Ceci comprendrait la liberté d'intervention pour les organisations humanitaires internationales. En la matière, une possibilité serait d'ouvrir l'aéroport de Tuzla.
- c) Fournir les fonds nécessaires au UNHCR afin qu'il subviene aux besoins humanitaires croissants.

Il est clair pour toutes les organisations humanitaires professionnelles travaillant à Tuzla qu'une telle catastrophe humaine ne peut être résolue par les efforts humanitaires les plus déterminés. Le blocus doit cesser, et la région de Tuzla doit avoir accès au monde extérieur. Aider une région qui sert de modèle de tolérance vaut largement les efforts des Nations Unies. La mise en oeuvre d'une telle action nécessitera des décisions politiques urgentes et courageuses.